

# PROMETEO

*Réf. N° C-5\_2.1 -36*

**Le « Parlement Rural Européen -  
Italie » et les synergies potentielles  
dans l'espace euro-méditerranéen**

*Sergio CAMPANELLA*



## L'importance de la PEV et de l'IEV pour l'intégration euro-méditerranéenne

La **Politique Européenne de Voisinage (PEV)** est une initiative lancée par l'UE en 2004. En échange de la réforme de ses systèmes politico-économiques et d'une harmonisation législative et réglementaire progressive avec l'UE, les pays voisins reçoivent de l'assistance financière, la possibilité de participer à certains aspects du marché unique et à certains programmes communautaires et la libéralisation des échanges.

La PEV est basée sur les plans d'action, des documents politiques signés entre l'UE et les pays voisins individuels, qui énumèrent les priorités de coopération entre les deux parties et les réformes que les pays voisins doivent mettre en œuvre. À l'heure actuelle, des plans d'action sont en vigueur avec tous ces pays, à l'exception de la Biélorussie, de la Libye, de la Russie et de la Syrie, qui, pour diverses raisons, ne peuvent pas mettre en œuvre la coopération avec l'UE. La mise en œuvre des plans d'action fait appel à un instrument financier ad hoc, appelé l'**Instrument Européen de Voisinage (IEV)** qui a prévu une augmentation du budget européen de 11,9 milliards d'euros à 15,4 milliards pour 15 pays de la PEV (10 partenaires méditerranéens et 5 voisins d'Europe de l'Est et du Caucase). Deuxièmement, il a réduit le focus à six objectifs spécifiques, contre les 29 identifiés par l'IEVP. En particulier, la nouveauté de l'IEV était d'inclure parmi les six priorités le renforcement de la coopération au niveau régional, sous-régional et transfrontalier. Ainsi, **l'importance de la coopération décentralisée pour favoriser l'intégration progressive des pays de la rive sud dans le marché unique européen est reconnue**. L'un des aspects innovants introduits par la PEV a été de mettre l'accent sur la décentralisation territoriale et le rôle des autonomies locales pour favoriser le développement socio-économique des pays méditerranéens grâce à l'introduction de la coopération transfrontalière aux côtés de la coopération bilatérale et multilatérale.

## Les Pays PEV sont :

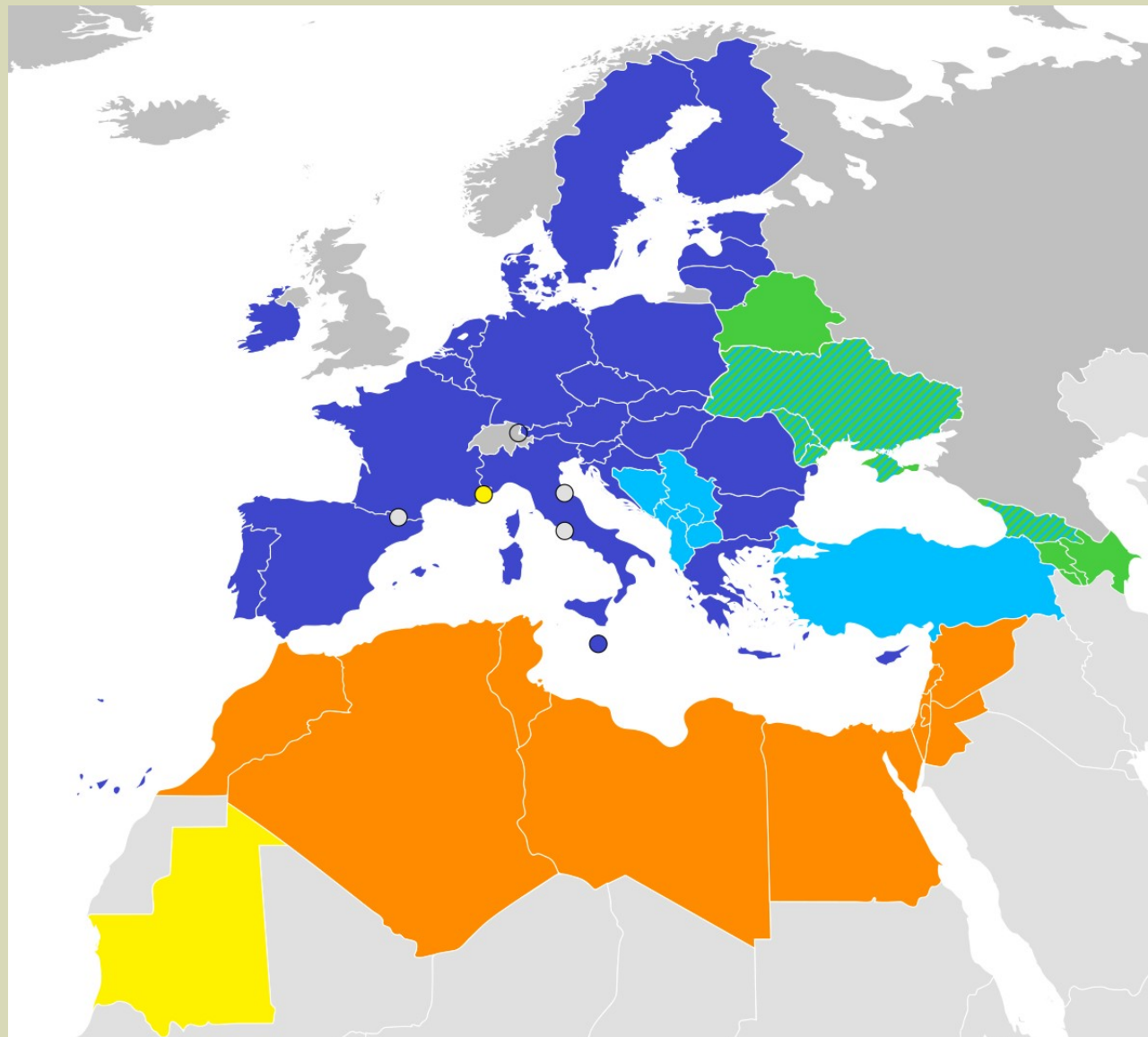
- Maroc
- Algérie
- Tunisie
- Égypte
- Jordanie
- Liban
- Israël
- Autorité palestinienne
- Moldavie (zone de libre-échange)
- Ukraine (zone de libre-échange)
- Géorgie (zone de libre-échange)

## En négociation :

- Arménie
- Azerbaïdjan
- Mauritanie

## Candidats à l'adhésion :

- Kazakhstan



## Les pays exclus sont :

- Biélorussie
- Libye
- Russie
- Syrie



## Qu'est-ce qu'un Parlement rural ?

Une structure politique, mais pas partisane ou de parti. Le « parlement rural » n'est pas une partie formelle du gouvernement, ni un parlement au sens d'un organe législatif ou décisionnel. Il s'agit d'un **processus ascendant d'engagement et de débat entre les populations rurales, la recherche appliquée et les politiciens**, pour permettre une meilleure compréhension, une politique et une action plus efficaces pour résoudre les problèmes ruraux.

Un parlement rural est un processus qui offre aux personnes qui s'intéressent aux collectivités rurales l'occasion de partager des idées, d'examiner des problèmes et d'envisager des solutions. Le Parlement rural permet aux gens, aux techniciens et aux décideurs de travailler ensemble sur des questions prioritaires pour développer des solutions nouvelles et créatives. **Il renforce la voix des communautés rurales et les aide à influencer les décisions qui les concernent.** Son succès en Europe au cours des 20 dernières années a inspiré le lancement d'un parlement rural dans chaque État.

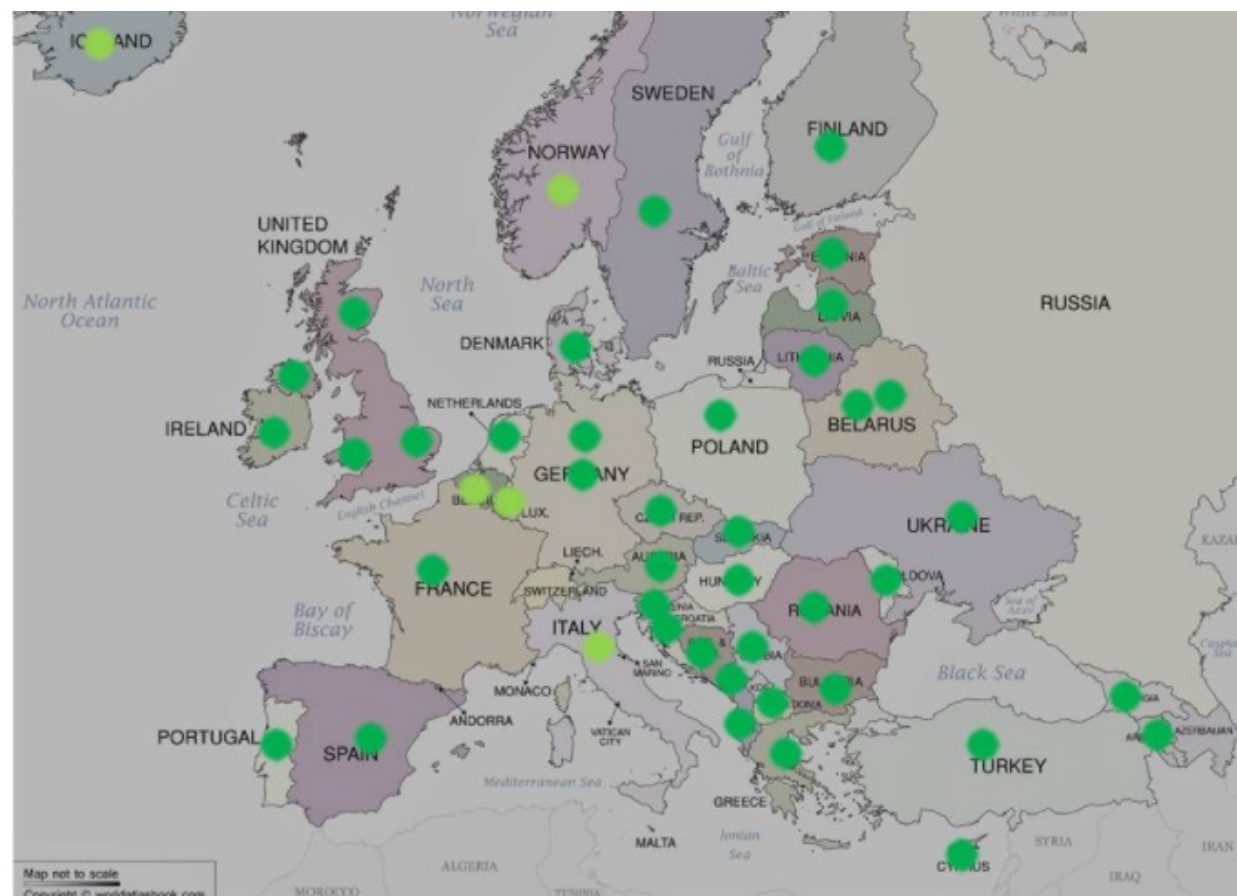
Après la reconnaissance formelle par le Parlement Rural Européen (ERP), ERP-ITALIE travaille à planifier et organiser la session inaugurale qui aura lieu au printemps 2023.





## Qui peut participer au Parlement rural ?

Les membres peuvent être des **organismes**, des **institutions**, des **organismes publics et privés**, des **associations**, des GAL (**Groupements d'Action Locale**), des GDA (**Groupements de Développement Agricole**), des SMSA (**Sociétés Mutuelles de Services Agricoles**), des **réseaux informels**, des **chercheurs, techniciens, particuliers**, etc., qui ont à voir, pour diverses raisons, avec les politiques de développement rural (par exemple, agriculture et agroalimentaire, artisanat, culture, tourisme, MPME, paysage rural, services socio-économiques, socio-environnementaux et socio-culturels ruraux, etc.), **à condition qu'ils ne soient liés par aucune forme de contrôle ou de dépendance à l'égard d'organismes gouvernementaux.**



Environ **350 participants de 40 pays de l'UE et hors UE** se sont réunis lors de la 5ème session du Parlement rural européen à Kielce, en Pologne, du 12 au 15 septembre 2022, réunissant des populations rurales, des représentants d'organisations de la société civile, des chercheurs, des entrepreneurs, des gouvernements nationaux et des institutions de l'UE. La Norvège et l'Italie sont en train d'adhérer, la Belgique, l'Islande et le Luxembourg restent partenaires





## Le Comité promoteur de l'ERP-Italie

Au cours des deux dernières années, en plus des bien **plus de 600 personnes enregistrées dans le groupe Facebook** spécifique (EuropeanRuralParliament Italy : <https://www.facebook.com/groups/201063150030812>), nous avons atteint le nombre d'environ **32 membres collectifs**, dont :

- **16 GAL** participant individuellement et le **Réseau Rural Sicilien - RRS** comptant sur 23 GAL siciliens
- **12** parmi des **associations** et **agences** de développement rural
- l'**AIDCG** - Association italienne des directeurs et coordinateurs de GAL, qui compte actuellement 52 GAL de 10 régions italiennes, en particulier du sud de l'Italie
- le **Conseil National des Districts de la Nourriture**, ainsi que les différents districts ruraux et agro-alimentaires : ils sont 34 districts nourriture + 4 comités de promotion des districts nourriture et sont répartis dans 13 régions italiennes
- le **District des Filières Alimentaires et Territoires de Sicile en réseau**, qui compte actuellement sur 9 filières alimentaires de toute l'île sicilienne
- le **District de production de fruits et légumes de qualité de la Sicile (DPOQS)**, comptant sur 10 produits de fruits et légumes reconnus avec des marques de qualité et 27 autres éligibles à la reconnaissance de qualité



## Qu'est-ce que le comité promoteur de l'ERP-Italie a produit jusqu'à présent ?

- **Manifeste de la Néo-ruralité**, des principes, devoirs, droits et innovations durables liés à la terre et à son usage, pleinement partagés entre tous les membres
- **Document de position** sous forme de liste des principales questions avancées par les membres du comité promoteur comme objet de discussion possible lors des sessions de l'ERP-Italie, sur lesquels organiser les commissions / tables de travail ERP comme contenu de l'organisation de la session inaugurale de l'ERP-Italie sur **certains des thèmes de la néo-ruralité** :

*Jeunesse / Planification et CLLD / Femmes et ruralité / Services agro-sociaux et ruraux / Transition verte / Changement climatique / Nécessités et moyens d'action / Partenariats pour les communautés rurales / Inclusion et valeurs rurales / Souveraineté alimentaire / Sécurité alimentaire et traçabilité / Vision à long terme pour les zones rurales / Pacte rural de l'UE / Manifeste du Parlement rural européen 2022 / etc.*

- **Coopération** étroite et fructueuse nécessaire **avec les autres sections nationales de l'ERP, ainsi qu'avec les réseaux européens de la ruralité**, comme PREPARE, ERCA et ELARD

En préparation :

- **Session inaugurale de l'ERP-Italie** en cours (Printemps 2023)
- **Candidature éventuelle de l'ERP-Italie** pour accueillir une future session de l'ERP





## Les besoins d'innovation des communautés rurales dans l'espace euro-méditerranéen (1/3)

Nécessité urgente de ***faire face à l'impact du changement climatique*** dans la région méditerranéenne et à la transition vers des modes de consommation et de production durables pour une économie verte et à faibles émissions, en tenant compte de la nature transversale des défis environnementaux et climatiques, ainsi comme de l'importance de promouvoir la croissance et la création d'emploi assurant une meilleure qualité de vie et un avenir durable

Nécessité de créer des ***liens plus étroits et plus efficaces entre la sphère de la recherche appliquée en agriculture et celle des entreprises agricoles***, dans le double but d'améliorer la qualité et la performance des productions identitaires et de créer de nouvelles start-up introduisant des services innovants dans l'agriculture, même à travers les *living labs*

Sur le ***patrimoine génétique, végétal et d'élevage*** (conservation, sélection, amélioration et valorisation) il est nécessaire de promouvoir des activités et des propositions de recherche et d'expérimentation qui prennent en compte les scénarios mis en évidence par le changement climatique en relation avec l'utilisation durable des ressources en eau et en énergie par le développement de technologies liées à l'énergie à partir de sources renouvelables, également en relation avec les services écosystémiques et le développement de chaînes d'approvisionnement non alimentaires soutenues par l'agriculture, ce qui devrait conduire au développement, parallèlement à la conservation et à la sécurité des différents cultivars et races menacées d'extinction, des initiatives visant la production et la commercialisation de produits de qualité ou "produits typiques"

Sur les ***aliments fonctionnels et nutraceutiques*** il est nécessaire de promouvoir des activités et des propositions de recherche et d'expérimentation d'aliments "positifs" pour la santé humaine, à la fois avec l'enrichissement d'aliments plus ou moins traditionnels en ajoutant des ingrédients particuliers qui se sont avérés avoir des propriétés utiles pour le corps, et en recherchant la présence éventuelle de ces ingrédients directement dans les produits alimentaires qui font déjà partie de la vie quotidienne, en enrichissant leur histoire avec des validations scientifiques qui certifient leur fonctionnalité

## Les besoins d'innovation des communautés rurales dans l'espace euro-méditerranéen (2/3)

En ce qui concerne l'**innovation et durabilité des processus/produits/organisation des filières de production et agroalimentaires**, l'innovation doit être promue à travers des méthodologies, des matériaux, des machines et des installations, des services innovants visant, par exemple, à limiter l'utilisation des ressources agroalimentaires (eau, sol, engrais, principes actifs à fonction phytosanitaire, énergie)

Dans la **conservation (méthodes et matériels), la logistique (usines et gestion opérationnelle) et le transport des produits agroalimentaires**, il est nécessaire de favoriser la valorisation et l'accompagnement des compétences et des activités liées à la gestion des produits "du champ à la table" (de la ferme à la fourchette), incluant en post-récolte toutes les activités, de la transformation à la vente au détail

En matière de **souveraineté alimentaire**, selon la FAO, la souveraineté alimentaire est un modèle de gestion des ressources alimentaires dont la priorité et le moteur de ses politiques ne sont pas la maximisation du profit économique, mais la satisfaction des besoins alimentaires des populations ; qui promeut un type de production alimentaire durable respectueux du travail de ceux qui produisent la nourriture ; qui vise à encourager les économies alimentaires locales, à réduire la distance entre fournisseurs et consommateurs, le gaspillage et la dépendance vis-à-vis de sociétés éloignées des lieux de production alimentaire : dans le contexte euro-méditerranéen, chacun doit œuvrer dans ce sens

Dans le thème de la **qualité, la typicité et la sécurité des filières de production et d'approvisionnement agroalimentaires (végétales et zootechniques)**, il est nécessaire de promouvoir des actions visant à soutenir la valorisation de toutes les productions agroalimentaires d'excellence consolidée (AOP, IGP, IGT, BIO, etc.), ainsi que des actions visant à soutenir les outils qui garantissent la traçabilité et la caractérisation chimique/physique et sensorielle, pour chaque produit et pour la chaîne de production (ex. : Certifications UNI EN ISO 22005). En effet, dans un marché mondial comme celui dans lequel nous vivons actuellement, la compétitivité des entreprises ne peut reposer uniquement sur la typicité des produits, mais doit également s'accompagner de la valorisation qualitative des produits typiques régionaux et de l'innovation technologique

## Les besoins d'innovation des communautés rurales dans l'espace euro-méditerranéen (3/3)

En ce qui concerne la **valorisation des sous-produits et déchets de toutes les productions agroalimentaires, pour un système euro-méditerranéen de circularité des productions** il est nécessaire de mettre en œuvre des méthodes et des modèles de production éco-durable dans le secteur agricole et agro-industriel pour accroître sa compétitivité et la durabilité et orienter l'économie euro-méditerranéenne vers un modèle consolidé de bioéconomie. L'exploitation et la valorisation de la biomasse, des sous-produits et des déchets issus des procédés de production constituent un objectif prioritaire dans ce scénario

À l'égard du **traitement et l'élimination des eaux usées dans le secteur agro-alimentaire**, il convient de souligner que le traitement et l'élimination corrects des eaux usées constituent dans de nombreux cas un facteur limitant pour la création de nouvelles entreprises, ou représentent un obstacle limite supplémentaire à la compétitivité et à la durabilité environnementale du secteur agro-industriel euro-méditerranéen. Il serait souhaitable de développer des activités de recherche visant à mettre en place, pour le milieu rural, des systèmes de traitement naturel des eaux usées agro-industrielles et des eaux provenant des activités agricoles, ainsi qu'à identifier des critères opérationnels pour leur réutilisation en agriculture aux fins de leur valorisation agronomique et économique (en particulier de la matière organique et des nutriments) et de la récupération et l'économisation des ressources en eau

Enfin, il faut également tenir compte du fait que la mise en œuvre d'un **plan stratégique à long terme visant à promouvoir une spécialisation intelligente du système économique agroalimentaire** nécessite des outils de gestion des connaissances dédiés, basés non seulement sur le suivi et l'évaluation des progrès réalisés au cours la voie de mise en œuvre, mais aussi sur la création d'un système de collecte et de diffusion d'informations et de données connecté à un système réticulaire et coopératif entre l'offre de recherche et la demande d'innovation, auquel participent les différents acteurs de l'offre et de la demande. Pour cela, il faut procéder en suivant quatre étapes fortement interconnectées, qui représentent autant d'**objectifs spécifiques de l'introduction de l'innovation dans le système agroalimentaire euro-méditerranéen** : **1. ouvrir les laboratoires pour renforcer la capacité de recherche existante** en vue de soutenir le processus de spécialisation intelligente du système de production agricole et agroalimentaire ; **2. créer un Observatoire de l'Innovation dans le secteur agroalimentaire** aux Parlements ruraux nationaux ou autres institutions rurales participées ; **3. construire un Réseau euro-méditerranéen des Innovateurs du secteur agroalimentaire** ; **4. interconnecter le patrimoine de connaissances, de bonnes pratiques, d'innovations dans l'agroalimentaire et les secteurs connexes**



**Merci**  
**pour la gentille attention!**



**PROMETEO**

Deux rives qui s'unissent  
pour la défense des arboricultures  
méditerranéennes

**Réf. N° C-5\_2.1 -36**

